

Réformer l'École de l'Échec... tout en nuances.

Carte blanche parue dans le Soir du 30 août 2004
V.Vandenberghe

Professeur d'économie à l'UCL

Les thèses récemment développées dans le petit livre "L'école de l'échec : comment la réformer ?"¹ suscitent le débat. La carte blanche parue dans Le Soir du 21 août 2004 sous la plume bienveillante de M. Romainville, en constitue une manifestation supplémentaire. Son auteur nous accuse d'allumer des brûlots. Il conteste le constat dur que nous dressons dans le livre sur la performance de notre enseignement obligatoire. Il s'émeut de notre analyse des effets potentiellement inégalitaires des nouvelles pédagogies et s'inquiète des effets forcément '*non-souhaitables*' de la proposition d'évaluation externe des établissements.

Un décrochage depuis les années 70 ...

Manifestement, M. Romainville n'aime pas PISA, l'étude internationale la plus récente sur les compétences des élèves du secondaire. Hélas, les constats qui émergent de cette étude ne sont pas '*une mesure particulière ... isolée*'. PISA constitue au minimum la quatrième étude internationale à laquelle l'enseignement secondaire francophone a participé. Et la mise en perspective des résultats, par exemple en math, de 1965, 1980, 1995 et 2000 conforte largement la thèse du livre : celle d'une performance aujourd'hui faible et, surtout, celle du décrochage. L'origine de ce décrochage ne correspond pas aux années 1990 synonymes de crise sociale et budgétaire. Le véritable décrochage intervient durant les années septante.

Monsieur Romainville, toujours à propos des études internationales, suggère que nous ignorons le rôle central de l'origine socioéconomique des élèves sur la performance. Nos propos se veulent alarmants précisément parce qu'à profil socio-économique donné, nos élèves font moins bien qu'ailleurs. Et ce résultat n'est pas non plus une observation isolée. Nous la mettions déjà en exergue dans nos travaux basés sur l'étude internationale de 1995. L'écart de performance existe d'ailleurs surtout pour des élèves d'origine modeste. Les élèves du vieux bassin sidérurgique wallon font moins bien que ceux du Nord-Pas-de-Calais, et surtout ceux de Liverpool ou Sheffield.

... qui ne se voit pas en Flandre

Nos propres statistiques (celles de l'INS et du panel belge des ménages) confirment le scénario de décrochage. De 1920 à 1960, Bruxelles était la région dont les jeunes adultes avaient le nombre moyen d'années d'études réussies le plus élevé. Elle est aujourd'hui la région du pays la moins bien lotie, derrière la Wallonie et surtout la Flandre. Alors que Wallonie et Flandre faisaient jeu égal jusqu'au milieu des années 1960, une différence progressive apparaissait au-delà. Depuis les années 1970, décennie charnière, la tendance est globalement à l'amélioration en Communauté flamande, mais à la détérioration relative en Communauté française.

¹ Alain Destexhe, Vincent Vandenberghe et Guy Vlaeminck (2004), *L'école de l'échec, comment la réformer ?*, Editions Labor, 2004.

L'autre prétendu '*brûlot*' est celui du rôle incertain du financement. Monsieur Romainville a du mal à accepter l'idée d'une relation très peu mécanique entre niveau de la dépense et résultats. Les publications scientifiques en ce sens abondent pourtant. Indiquons ici simplement que le décrochage de la Communauté française émerge durant les années 1970 et s'accroît au début des années 1980, période où la dépense éducative (en % du PNB) était au sommet. Le décrochage francophone est largement antérieur à la Communautarisation de l'enseignement de 1989 est sa (maudite) loi de financement. Certes, les ressources budgétaires seront toujours nécessaires dans un secteur grand utilisateur d'une main-d'œuvre qualifiée. Et l'on peut s'entendre, comme il est écrit dans la conclusion du livre (p84), pour souhaiter qu'elles augmentent régulièrement. Mais le refinancement, à lui seul, risque de ne rien changer au déficit de résultats.

Et si PISA 2005, 2010 ...

M. Romainville s'émeut des effets sur le moral des enseignants de notre analyse négative de la performance de notre enseignement obligatoire. Nous estimons cependant qu'il y a un risque plus grand : celui de ne pas se donner les moyens, intellectuels et politiques, d'infléchir la tendance au décrochage. Qu'en sera-t-il du moral des enseignants si les PISA de 2005, 2010 et 2015 continuent de révéler une performance qui se dégrade ?

A l'appel sincère mais un peu creux à plus de nuances, nous préférons l'objectivité sans concession en matière de constats et le volontarisme réaliste sur le plan des réformes. Nous invitons les uns et les autres à réfléchir à l'opportunité d'un modèle d'organisation qui remplace graduellement l'approche traditionnelle synonyme d'injonctions hiérarchiques (bureaucratiques ou pédagogiques) à l'adresse des écoles et des enseignants par une approche où plus d'autonomie, de moyens humains et financiers seraient la contrepartie d'une évaluation externe des résultats. Loin de signer une quelconque « dérive libérale », ce contrat d'objectifs est aussi une façon de renforcer le contrôle public sur des moyens publics.

Reste l'objection des '*effets non-souhaitables*' de la proposition d'évaluation externe. Mais que diable faut-il faire dans ce pays pour que l'on parvienne enfin à traiter honnêtement la question de l'évaluation des résultats d'une politique publique ? Poser la question des résultats, intégrer cette dimension au cœur des politiques scolaires, c'est l'occasion de redonner un cap à un système qui s'est égaré au fil des nombreuses réformes - pédagogiques notamment - de ces dernières décennies. La lettre ouverte à Madame Arena de Michel Bougard, professeur de chimie à l'Athénée de La Louvière, en témoigne². Evaluer les résultats c'est d'abord donner aux politiques qui gouvernent les moyens d'y voir un peu plus clair. Evaluer les résultats c'est également donner aux enseignants, individuellement et surtout collectivement, les moyens de se situer, le cas échéant de rebondir ou de réorienter leur action. C'est *in fin* aider les élèves.

Vincent Vandenberghe

² Le Soir du 25 août 2004.